

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 27 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREEN RECUP'

82, rue de Montigny
95100 Argenteuil

Références : UD95-2024-0396

Code AIOT : 0006505364

PJ : Planche photographique

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 15 mai 2024 dans l'établissement GREEN RECUP' implanté 2/4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (www.georisques.gouv.fr/).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une problématique odeurs identifiée lors de la précédente inspection inopinée du 12 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN RECUP'
- 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GREEN RECUP' exploite sur la commune d'Argenteuil un centre de tri/transit/regroupement de déchets non dangereux issus des activités économiques. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000. Cet arrêté a été complété le 10 août 2005, le 06 juillet 2011, le 30 janvier 2015 et le 16 mai 2023. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2714 soumise à enregistrement) s'appliquent sans préjudice des prescriptions particulières des arrêtés préfectoraux précités.

Thèmes de l'inspection :

- Classement des activités et typologie des déchets
- Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16 mai 2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 semaine
2	Dispositions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16 mai 2023, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	1 semaine

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16 mai 2023, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant,	1 mois
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 22 août 2000, article 3.II.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22 août 2000, article 3.V.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 semaine
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22 août 2000, article 3.V.7.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 semaine

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site était particulièrement encombré et non entretenu le jour de l'inspection, générant ainsi des impacts et risques supplémentaires. Plusieurs non-conformités relevées font l'objet d'une proposition de mise en demeure : hauteur de stockage non respectée, volume de stockage et typologie de déchets non respectés, nombreux RIA inaccessibles et obturateur (pour la gestion des eaux) non fonctionnel.

L'état du site à la date du 15 mai 2024 interroge l'inspection sur les capacités organisationnelles et techniques de l'exploitant à assurer l'exploitation du site dans le respect des prescriptions techniques qui lui sont applicables. Un suivi renforcé du site sera réalisé par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16 mai 2023, article 3				
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature				
Prescription contrôlée :				
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées				
L'article 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2011 est modifié comme suit :				
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Installation de broyage et pressage des papiers/cartons Installation de pressage des plastiques Installation de pressage des polystyrènes 135 t/j (30 000 t/an)	Quantité traitée > 10 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stock amont de papiers/cartons en vrac : 990 m³ Plastiques en vrac : 525 m³ Polystyrène en vrac : 168 m³ Pains de polystyrène : 168 m³ Balles papier/carton au nord de la presse à balle : 1 125 m³ Balles papier/carton en extérieur dans une alvéole couverte : 700 m³ Balles plastiques : 500 m³ au sud du broyeur en plus d'une alvéole couverte de 350 m³ , soit 850 m³ Bois A et Bois B : stock de 150 m³ chacun, soit 300 m³ TOTAL : 4 826 m³	Supérieur ou égal à 1 000 m³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Stock de DAE : 2 alvéoles de 200 m² soit 600 m³ chacune, soit 1 200 m³ Stock de déchets verts : 700 m³ TOTAL : 1 900 m³	Supérieur ou égal à 1 000 m³	E
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Une benne de 30 m³ de métaux ferreux et non ferreux, soit 15 m²	Surface > 100 m² Surface < 1 000 m²	NC
4734*	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	2 cuves aériennes de Gasoil (7 t) et GNR (10 t) soit 17 t au total	Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	NC
1435	Stations-service	Un poste de distribution Volume distribué : 84 m³/an	Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	NC
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface d'atelier inférieure à 2 000 m²	Supérieure à 2 000 m², mais inférieure ou égale à 5 000 m²	NC
A : Autorisation ; E : Enregistrement, NC : Non classé				
Constats :				
<p>L'inspection a débuté directement sur site, par des contrôles visuels. Le site est organisé en alvéoles de stockage extérieures, pour certaines couvertes, séparées par des blocs en plus ou moins bon état. A l'avant du site, 2 alvéoles permettent le transit/regroupement des déchets d'activités économiques (DAE) en mélange, les autres alvéoles regroupant les déchets triés. Il dispose également d'un bâtiment à l'intérieur duquel sont stockés les papiers/cartons/plastiques/polystyrène en mélange et triés, en attente d'être mis en balles ou en pains pour le polystyrène.</p> <p>Il a ainsi été constaté que la société Green Recup réalisait du tri/transit/regroupement de déchets non dangereux et des opérations de traitement de déchets non dangereux et tels que détaillés ci-dessous :</p>				

S'agissant des opérations de traitement de déchets non dangereux relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791-1 :

Il a été constaté la présence d'un broyeur situé sous bâtiment et d'une presse à balle. Interrogé sur les quantités de déchets traités, l'exploitant a précisé qu'elles étaient bien de l'ordre de grandeur de 135 t/j et telles que reprises dans l'arrêté.

S'agissant des typologies de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714-1 :

Il a été constaté la présence de déchets de bois, papiers, cartons, plastiques et polystyrène en mélange et des déchets de papier, cartons et plastiques triés sous le bâtiment et dans les zones extérieures dédiées telles que décrites dans la fiche n°2.

S'agissant des typologies de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716-1 :

Au niveau des alvéoles situées à l'entrée du site et qui permettent le regroupement avant tri sur site des déchets d'activités économiques (DAE) en mélange, il a été constaté la présence, en plus des déchets de bois/papier/carton/plastique en mélange (relevant de la rubrique 2714), des déchets non identifiés dans des sacs en plastiques noirs et d'autres en mélange.

Aucun déchet vert n'a été constaté. En effet, dans l'alvéole dédiée au regroupement des déchets verts, des biodéchets y sont stockés, sous emballage plastique et en vrac. Or, le site n'est pas autorisé pour faire transiter ce type de déchets, l'impact principal de ces biodéchets, les odeurs, étant plus significatif que l'impact odeur généré par des déchets verts. **Ceci constitue une non-conformité.**

Interrogé sur la présence de ces biodéchets, l'exploitant a précisé plusieurs choses :

- le regroupement/transit sur son site date d'il y a environ 6/9 mois ;
- les biodéchets ont le même code déchet que les déchets verts. De ce fait, l'exploitant pensait qu'il pouvait faire transiter ce type de déchets. Or, l'inspection lui a bien rappelé que les impacts générés par les biodéchets, particulièrement les nuisances olfactives, étaient différents des impacts générés par les déchets verts. L'inspection précise qu'un dossier de porter à connaissance, en amont de cette modification aurait dû être déposé afin d'étudier les risques et impacts supplémentaires générés par ces biodéchets et de proposer les moyens de les réduire/supprimer.
- ses clients (dont des acteurs de la grande distribution) demandent de plus en plus une prestation globale, c'est à dire, une prestation qui permette la gestion de tous les types de déchets. La mise en place du tri 7 flux rajoute une obligation à ces clients.

L'exploitant a par ailleurs précisé avoir le projet de mettre en place un déconditionneur de biodéchets, à échéance juillet 2024, mais sur un autre site situé également sur la commune d'Argenteuil.

Enfin, par courriel du 24 mai 2024, soit 10 jours après l'inspection, l'exploitant a transmis une photo de l'alvéole vide dans laquelle les biodéchets étaient regroupés lors de l'inspection. **Ceci permet de lever la non-conformité.**

S'agissant de la rubrique 2713 (non classée) :

Il a été constaté la présence de déchets métalliques, en faible quantité sur le site. L'exploitant a réalisé des modifications pour le stockage de ces déchets initialement regroupés dans une benne et les a regroupés dans un casier dédié proche les locaux sociaux.

S'agissant des rubriques 4734, 1435, 2930 (non classées) :

Il a été constaté la présence de 2 cuves, une de gasoil et une de GNR ainsi que d'un poste de distribution. Le site dispose également d'un petit atelier de réparation. Aucune modification n'a été réalisée sur ces activités selon l'exploitant. Ceci a été confirmé lors de l'inspection.

Au cours de l'inspection, un état des stocks à la date du 14 mai a été demandé, soit la veille de l'inspection, représentatif des quantités observées. L'exploitant suivant son état des stocks à partir des quantités de déchets (en tonnes), une conversion a été faite par l'exploitant, à partir de la densité pour obtenir le volume. En effet, le tableau de classement reprend des volumes maximum sur site (en cohérence avec les unités des rubriques de la nomenclature) et non des quantités.

Par courriel du 22 mai 2024, deux tableaux synthétiques ont été fournis par l'exploitant, l'un reprenant les déchets regroupés en vrac et triés, l'autre reprenant les déchets triés en balle ou en pain. Pour simplifier la lecture, seuls les volumes/déchets significatifs ont été repris dans les 2 tableaux ci-dessous par l'inspection. Ainsi, un tableau reprend les déchets en vrac/triés et l'autre, les déchets en balle/pain. De plus, les déchets en vrac ou triés, sont donnés par grande catégorie. Il a été considéré que les DIB repris dans le tableau de l'exploitant correspondait aux déchets en mélange situés dans les 2 alvéoles de regroupement des DAE.

BALLE/PAIN	Volume total en m3 sur site le 14 mai 2024	Volume total en m3 autorisé dans l'APC du 16 mai 2023
Papier/carton	987,3	700+1125 soit 1825
Plastique	1044,48	350+500 soit 800
polystyrène	42,84	168

VRAC	Volume total en m3 sur site le 14 mai 2024	Volume total en m3 autorisé dans l'APC du 16 mai 2023
DAE	1332,1	600 + 600 soit 1200 m3
Biodéchets	582,6	0
INERTES/GRAVAT	237,2	255

Ainsi, au regard de l'état des stocks fourni par l'exploitant par courriel du 22 mai 2024, il est constaté que, d'une part les volumes stockés de DAE en vrac et les plastique en balle sont supérieurs aux volumes autorisés. **Ceci constitue une non-conformité.** D'autre part, le site fait transiter des biodéchets sur son site alors que ceux-ci ne sont pas autorisés (voir première partie de la fiche n°1).

Non-conformité n°1 : Les volumes de plastiques en balles et les volumes de DAE en vrac sont supérieurs aux volumes autorisés. L'exploitant revient aux volumes pour lequel il est régulièrement autorisé. Dans le cas où il souhaiterait augmenter les volumes de DAE en vrac et les balles de plastique, il lui appartient de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation.

Observation n°1 : A ce stade, et au regard des nombreux sacs plastiques noirs, il est demandé à l'exploitant de travailler avec ses clients sur le tri à la source. En effet, il n'est pas possible de connaître le contenu de ces sacs et de savoir s'ils participent aux odeurs importantes relevées au cours de l'inspection.

Observation n°2 : Bien que l'exploitant ait démontré au travers une photo qu'il avait évacué les biodéchets constatés sur le site le 15 mai 2024, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur ces biodéchets dont la présence, le transit ou le traitement sur site nécessite d'être **préalablement autorisé** par voie d'arrêté préfectoral.

L'inspection rappelle que l'article L. 171-7 (I) du Code de l'environnement prévoit que lorsqu'une installation est exploitée sans avoir fait l'objet de l'autorisation requise, le préfet peut ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 €.

Compte tenu des enjeux, notamment en termes de nuisances olfactives et de santé publique, l'inspection fera preuve à ce sujet d'une vigilance particulière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 semaine

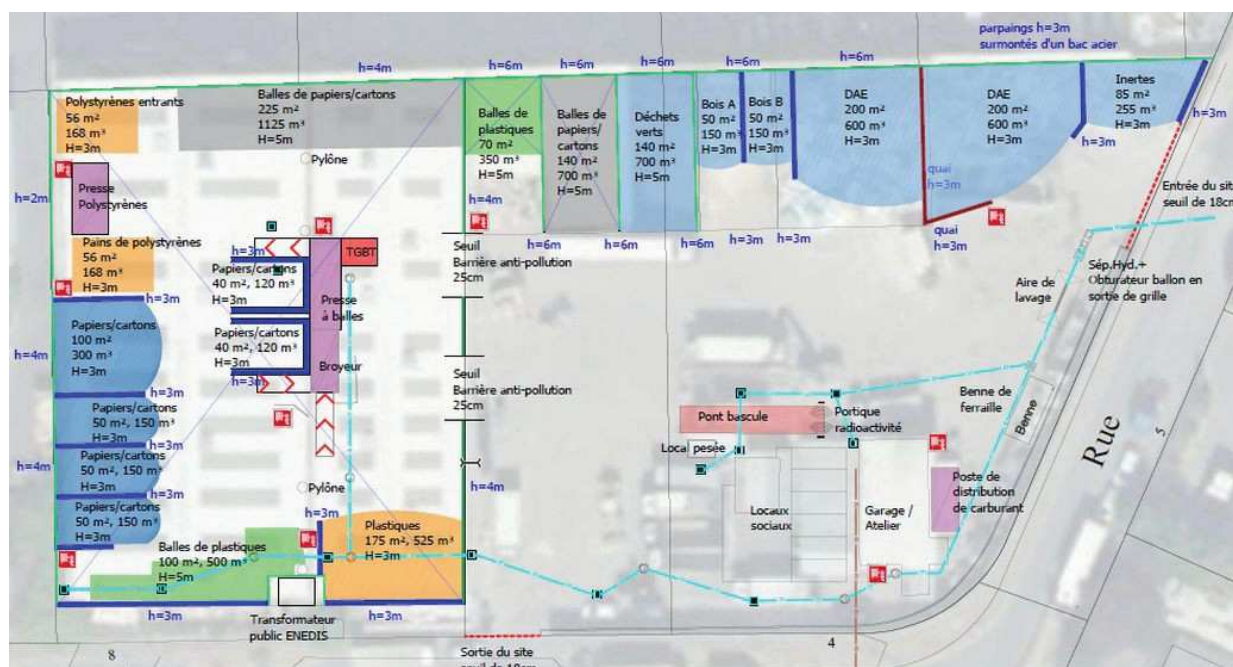
N° 2 : Dispositions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16 mai 2023, article 7

Thème(s) : Situation administrative, Plan des stockages

Prescription contrôlée :

L'installation est aménagée conformément au plan suivant :



Constats :

Sur la base du plan des stockages, l'inspection a réalisé le tour du site afin de vérifier, d'une part, la typologie des déchets et des différents stockages (voir fiche n°1) et d'autre part, les conditions d'exploitation.

Au cours de l'inspection, il a été constaté que le site est particulièrement encombré.

Il ressort ainsi que :

- les hauteurs de stockage des déchets en vrac à l'entrée du site ne sont pas respectées. Il est constaté des tas d'environ 5 m de haut, contre 3 m autorisés. **Ceci constitue une non-conformité.**
- l'alvéole B supposée contenir du bois contenait le jour de l'inspection des déchets d'activités économiques en vrac ;
- l'alvéole supposée contenir des déchets verts contenait des biodéchets (voir fiche n°1) ;
- l'une des alvéoles contenant des balles plastiques semblait contenir plus que le volume autorisé (voir fiche n°1) ;
- des balles de carton et plastique sont regroupées en dehors des zones dédiées ;
- des déchets métalliques dans une alvéole dédiée et non dans une benne ;
- le bâtiment de regroupement des déchets de papier/carton/plastique/polystyrène est très encombré, rendant difficile le déplacement des engins et des salariés.

Interrogé sur les volumes de déchets en transit qui sont apparus comme importants le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé rencontrer plusieurs difficultés. Il a indiqué que certains des exutoires finaux étaient fermés depuis plusieurs mois, rendant impossible l'évacuation des déchets. Par ailleurs, l'exploitant rencontre des difficultés de personnels, plusieurs chauffeurs sont manquants.

Non-conformité n°2 : Les hauteurs de stockage sont supérieures aux hauteurs autorisées. L'exploitant revient aux hauteurs pour lesquelles il est régulièrement autorisé. Dans le cas où il souhaiterait augmenter les hauteurs des déchets en transit/regroupement, il lui appartient de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 semaine

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral Complémentaire du 16 mai 2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les deux réseaux d'eaux pluviales sont chacun muni d'un obturateur. Ces appareils font l'objet d'un entretien régulier aux fins de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>Un clapet anti-retour est positionné après la jonction des deux réseaux d'eaux pluviales. Il est dûment signalé, accessible et manipulable à tout moment par un membre du personnel. Il fait l'objet d'un entretien régulier et son bon fonctionnement est régulièrement vérifié.</p> <p>Les portails sont équipés de barrières antipollution et le bâtiment d'un seuil de 18 cm permettant de contenir les eaux sur le site en cas d'incendie, étant précisé que ces équipements (barrières et seuils surélevés) doivent être en capacité de contenir une averse d'intensité décennale. La plateforme doit pouvoir être noyée pour retenir le volume d'eau nécessaire en cas de besoin. Le volume à retenir sur site est a minima de 460 m³. Si nécessaire, les eaux d'extinction devront être considérées comme des déchets et traitées comme tels.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Interrogé sur les deux réseaux des eaux pluviales</u> identifiés sur le site avec chacun un obturateur, l'exploitant a précisé qu'il y avait bien deux réseaux d'eaux pluviales mais que ceux-ci se rejoignaient sur le site afin de finir vers un seul point de rejet des eaux pluviales. Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté la localisation de l'unique point de rejet des eaux pluviales situé à l'entrée du site, au niveau de la rue de l'Ouest. Un obturateur pneumatique est disposé à l'entrée du site, afin de confiner les eaux en cas d'incendie.</p> <p>La prescription reprenant deux réseaux d'eaux pluviales avec chacun un obturateur sera modifiée lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté d'autorisation.</p> <p><u>Interrogé sur la date de vérification de l'obturateur</u>, l'exploitant a précisé que la vérification avait bien été réalisée mais aucune date n'a été indiquée. Il a ensuite ajouté que le système pneumatique était défectueux et qu'il attendait le devis pour réparation. Le rapport de la dernière vérification de l'obturateur a ainsi été demandé à l'exploitant à l'issue de l'inspection. Par courriel du 22 mai 2024, l'exploitant a transmis un PV de maintenance daté du <u>17 février 2023</u> sur lequel apparaît le point à vérifier « Gonflage du système en réel – Essai réalisé avec votre bouteille de gaz » et la mention HS devant. Ceci constitue une non-conformité. En effet, le site dispose bien d'un obturateur mais celui-ci n'est pas opérationnel.</p> <p>Dans le courriel précité, l'exploitant transmet un devis signé, à la date du <u>22 mai 2024</u> pour le remplacement de l'obturateur. Ceci permet de décaler les suites proposées, de proposition de mise en demeure, à une demande d'action corrective et transmission de justificatif.</p>

Non-conformité n°3 : L'obturateur présent sur le site n'est pas opérationnel, la dernière vérification de février 2023 ayant mis en évidence cette situation.

S'agissant du clapet anti-retour repris dans la prescription, il se trouve que la réglementation mentionne la présence d'un clapet sur un réseau d'adduction en eau potable et non sur un réseau des eaux pluviales. Une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de cette prescription. Elle sera modifiée lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions techniques.

S'agissant des barrières anti-pollution, l'exploitant a précisé en avoir deux sur site, d'une hauteur de 70 cm une fois déployées. L'installation d'une des barrières est prévue à l'entrée du site et la 2ème au niveau de la sortie du site, coté du bâtiment de stockage selon l'exploitant. L'inspection a pu constater la présence d'une barrière au niveau du côté du bâtiment de stockage. Celle-ci a été déployée par l'exploitant afin de vérifier son opérationnalité.

L'exploitant, par courriel du 22 mai 2024 a transmis la procédure d'utilisation de cette barrière dénommée « **Mode opératoire Déploiement des barrières de rétention** » et **MOD-QSE-16** daté du 11 mai 2024. Concernant l'utilisation de cette barrière, l'exploitant a précisé avoir formé les salariés mais ne pas l'avoir formalisé. Dans son courriel de compléments du 22 mai 2024, l'exploitant transmet une feuille d'émargement signée par 4 salariés, avec pour objet le mode opératoire précité, sur laquelle les 4 salariés valident le fait qu'ils ont bien pris connaissance de cette procédure. Concernant la mise en place de cette barrière, le mode opératoire précise que ces barrières doivent être positionnées aux deux entrées du site en cas d'incendie et lors de chaque fermeture du site. Or, au cours de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas prévu de disposer ces barrières à chaque fermeture du site.

Aussi, l'exploitant a ajouté que les seuils de 18 cm prévus initialement au niveau des entrées/sorties du site ont finalement été remplacés par des barrières anti-pollution plus hautes (70 cm actuellement contre 20 cm prévus initialement). Cette prescription sera modifiée lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions techniques.

Enfin, dans le temps imparti par l'inspection, il n'a pas été vérifié le volume disponible pour confiner les eaux en cas d'incendie.

Observation n°3 : Il est demandé à l'exploitant de clarifier la situation des barrières antipollution, particulièrement les situations qui nécessitent leur installation aux niveaux des deux entrées du site, leur mise en place à chaque fermeture du site le soir, le mode opératoire et les dires de l'exploitant le jour de l'inspection étant contradictoires.

Observation n°4 : Globalement, des modifications ont été réalisées sur le site induisant des modifications du plan. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan à jour reprenant les modifications notamment, les 2 réseaux des eaux pluviales qui débouchent sur un seul point de rejet vers l'extérieur, un seul obturateur, pas de seuil de 18 cm car barrières antipollution plus hautes que celles prévues initialement, casier de regroupement des déchets métalliques....

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective/justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22 août 2000, article 3.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets - Emissions diffuses
Prescription contrôlée : Sans préjudice de règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses et notamment des papiers sont prises, à savoir : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement...) et convenablement nettoyées ; (...)
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté que les voies de circulation extérieures et sous le bâtiment sont encombrées de papiers et autres déchets légers. Il a été observé une zone entre 2 murs où des eaux stagnaient et des déchets légers étaient piégés. Ceci constitue une non-conformité. Ces eaux stagnantes interrogent sur d'éventuelles odeurs qui pourraient être dégagées. L'exploitant a indiqué au cours de l'inspection, avoir un prestataire qui réalise mensuellement, un nettoyage du site, dont le nettoyage du séparateur hydrocarbures. Par courriel du 22 mai 2024, l'exploitant a transmis plusieurs documents relatifs au nettoyage du site : - la procédure dénommée « Mode opératoire Nettoyage du site de 2 rue de l'Ouest à Argenteuil » et MOD-QSE-17 daté du 15 mai 2024 sur laquelle apparaissent les différentes zones du site avec la fréquence de nettoyage, le matériel utilisé et la personne chargée du nettoyage. Il ressort de cette procédure que les aires extérieures et les engins doivent être nettoyés chaque semaine par les salariés de l'entreprise. De plus, cette procédure met en évidence le fait que les alvéoles, le séparateur et à nouveau les aires extérieures doivent être nettoyées chaque mois par un prestataire. - le devis signé le 2 mars 2024 par l'exploitant avec le prestataire pour une prestation de nettoyage mensuel du site ; - quatre bordereaux de suivi de déchets du curage du séparateur correspondant à peu près, au nettoyage mensuel du séparateur depuis février 2024. Non-conformité n°4 : Des déchets légers répartis sur le site et coincés entre deux murs et des eaux stagnantes ont été constatés. Il est demandé à l'exploitant de maintenir le site convenablement nettoyé en permanence de sorte à prévenir, en particulier, tout dégagement d'odeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22 août 2000, article 3.V.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion de la prévention des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon les règles destinées à prévenir les risques et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement. (...)
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté, en extérieur, la présence de plusieurs stocks de balles en plastiques, caisses contenant des pièces plastiques en dehors des zones prévues (alvéoles et sous bâtiment). Ceci constitue une non-conformité. Ces stocks épars sont susceptibles de générer un risque incendie supplémentaire, non pris en compte dans le dernier dossier de porter à connaissance. Non-conformité n°5 : Des balles en carton, ainsi que des balles en plastiques et des pièces plastiques dans des bacs sont stockées en extérieur et non couvertes en dehors des zones dédiées. L'exploitant réalise le regroupement de ces déchets dans les zones dédiées pour lesquelles il est régulièrement autorisé. Dans le cas où il souhaiterait augmenter les zones de regroupement des déchets, il lui appartient de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 semaine

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22 août 2000, article 3.V.71
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. Il est notamment doté de matériels d'incendie, de traitement, d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) et de masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) disponibles sur le site à tout moment. <u>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</u> (...) Le dispositif de lutte contre l'incendie doit comprendre : (...) - dix RIA répartis sur l'ensemble du site et un RIA DN40 en mousse physique ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ; (...)
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté qu'au moins la moitié des RIA présents sur le site ne sont pas accessibles. En effet, des déchets sont stockés devant ces RIA ou un grillage autour d'un poteau sur lequel est disposé un RIA a été installé. Ceci constitue une non-conformité. Non-conformité n°6 : Des RIA sont inaccessibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 semaine

Annexe : Planche photographique de l'inspection Green Recup du 15 mai 2024



Balles de papier et carton en dehors des zones dédiées



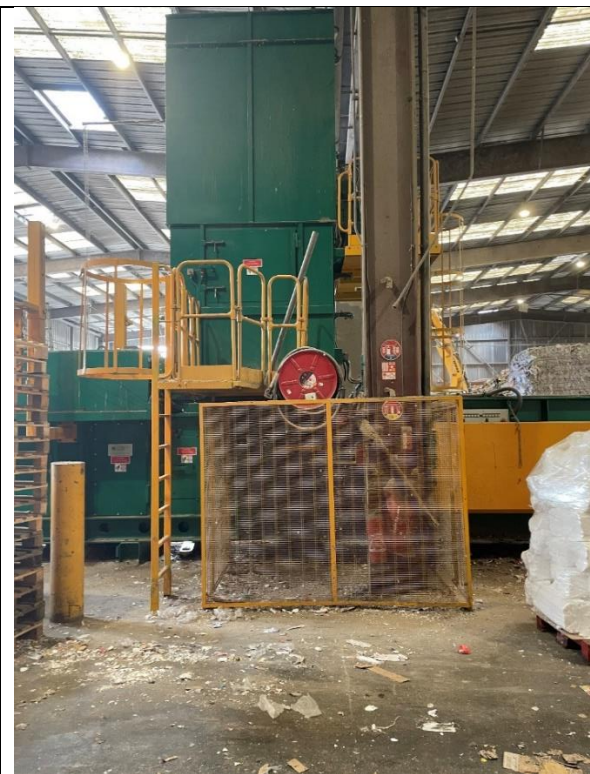
Balles de plastiques et bacs pièces plastiques en dehors des zones dédiées



Déchets d'activités économiques en mélange dépassant 3m de haut + Déchets dans des plastiques noirs non identifiés



Déchets d'activités économiques en mélange dépassant 3m de haut + RIA inaccessible



RIA et extincteurs inaccessibles



RIA inaccessible



Eaux stagnantes + déchets légers piégés entre 2 murs



Biodéchets non autorisés



Alvéole vide de biodéchets à la date du 24 mai 2024